

Communiqué CGT-police : l'affiche polémique d'un syndicat CGT

Un syndicat CGT a décidé de publier une affiche choquante et provocante, n'engageant ni la CGT-Police, ni la Confédération.

La CGT-Police comme tous les collègues, qui effectuent leurs missions au service de la population, s'est sentie insultée.

C'est pour cela que ce syndicat CGT a publié aujourd'hui un nouveau communiqué, expliquant son affiche.

<p>Communiqué de syndicat CGT du 16 avril 2016</p>  <p>LA POLICE doit protéger les citoyens et non les frapper! POLICE NATIONALE CRS STOP A LA VIOLENCE</p> <p>info.com-cgt</p>	<p>Précisions dans le communiqué du même syndicat CGT du 18 avril 2016</p> <p>Alors, de quoi parle-t-on, M. Cazeneuve ? De la répression des CRS à qui l'État donne les ordres ? (...) M. Cazeneuve, arrêtez d'envoyer des CRS à bout de nerfs avec l'état d'urgence et la BAC contre les #LoiTravailNonMerci et les #NuitDebout. Nous ne sommes ni des terroristes, ni des criminels.(...)</p>
--	--

Ainsi, ce syndicat CGT met fin à la confusion entre les donneurs d'ordre que sont messieurs CAZENEUVE et VALLS et les collègues policiers sur le terrain. La même affiche avec la photo de nos deux ministres plutôt que le logo CRS aurait réellement ciblé les responsables, au lieu de faire leur jeu, en creusant une fois de plus le fossé entre la population et sa police.

A titre de comparaison c'est comme s'en prendre au guichetier de la SNCF pour les retards des trains en l'insultant, alors qu'il n'y ait pour rien dans la direction de l'entreprise et qu'il est le premier à en critiquer les dysfonctionnements.

La CGT-Police avait expliqué dans un communiqué du 13 avril 2016, publié sur son site, comment le gouvernement avait donné des ordres pour que les casseurs puissent infiltrer la manifestation en toute impunité, ceux qui fait que, quand les CRS chargent après trois sommations, ils ne peuvent pas faire de distinction entre le casseur et le manifestant pacifique, qui ne ce serait pas écarté à temps.

Nos collègues ont été mutilés par des jets de projectiles ou des tirs de mortiers et qu'au final seul le domicile de Monsieur VALLS avait été protégé.

La CGT-police avait également dénoncé le nouveau code de déontologie de Monsieur VALLS qui reprend des dispositions du code de la fonction publique de Vichy, la Loi renseignement, qui permet au premier ministre de mettre sur écoute qui il veut sans contrôle ou encore les détournements de l'état d'urgence dont le but est la répression de toute contestation, ou encore de facilité des procédures judiciaires par des procédures administratives, sans contrôle du juge...

D'après les chiffres d'Amnesty International, du 14 novembre 2015 au 29 janvier 2016, les autorités ont mené 3242 perquisitions et 400 personnes ont été assignées à résidence. Mais seules 25 enquêtes liées au terrorisme ont été ouvertes... dont 21 relèvent de l'« apologie du terrorisme », dont la définition est si large qu'elle englobe des éléments de l'apologie de la violence ou de la haine, et relevant de la liberté d'expression".

La CGT-Police a souligné toutes ces dérives de l'utilisation des personnels de la police nationale.

Nos collègues ont été acclamés après les attentats qui ont ensanglanté l'année 2015 et aujourd'hui ils servent de boucs émissaires à la colère contre le gouvernement.

La CGT-Police demande d'arrêter d'instrumentaliser la police nationale à des fins de communication, par qui que ce soit. Arrêtons, d'un côté le méchant policier et le gentil manifestant ou à l'inverse le gentil policier et le méchant manifestant, suivant qui veut instrumentaliser la police nationale.

La CGT-police demande que la population aille vers nos collègues, pour les encourager à être à son service et assurer sa sécurité :



La CGT-Police demande à nos collègues et à nos dirigeants de se rappeler que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 les placent au service du peuple et non du personnel politique :



Ce n'est qu'en défendant, tous ensemble nos valeurs de Liberté, Fraternité et Égalité, que nous pourrons avoir policiers et manifestants ensemble et suivre l'exemple des policiers italiens, qui ont retiré leur casque antiémeute, lundi 9 décembre 2015 à Turin, en signe de solidarité avec les « *forconi* » (« fourches »), ces manifestants venus de tous les horizons pour dénoncer la politique d'austérité.



"Une injustice faite à un seul est une menace faite à tous. "
Montesquieu

Marseille le 18 avril 2016

Contact presse : Alexandre Langlois 06 22 77 85 43